

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi soir, 13 juin 2017

Direction de l'économie publique

55 2017.RRGR.180 Motion 064-2017 Machado Rebmann (Bern, LAVerte) Préserver les droits populaires: arrêté du Grand Conseil et votation populaire à propos des Jeux olympiques d'hiver 2026

N° de l'intervention: 064-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
(porte-parole)
de Meuron (Thoune, Les Verts)
Rudin (Lyss, pvl)
Schindler (Berne, PS)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Knutti (Weissenburg, UDC)
Kullmann (Hilterfingen, UDF)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 23.03.2017
N° d'ACE: 436/2017 du 10 mai 2017

Préserver les droits populaires: arrêté du Grand Conseil et votation populaire à propos des Jeux olympiques d'hiver 2026

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil la question de la participation du canton de Berne à une candidature pour les Jeux olympiques d'hiver 2026. Cette décision doit être mise en lien avec la demande d'organisation d'une votation populaire.

Développement:

Selon l'article 62, alinéa 1, lettres c et e de la Constitution du canton de Berne (ConstC), les décisions par lesquelles le Grand Conseil arrête des dépenses supérieures à deux millions de francs et les arrêtés de principe sont soumis à une votation facultative. Si 100 membres du Grand Conseil l'exigent, l'arrêté est soumis à une votation obligatoire (article 61, alinéa 2, ConstC). Le Grand Conseil peut donc décider que le corps électoral se prononcera obligatoirement sur un projet soumis à la votation facultative, sans avoir recours à la collecte de signatures. Parmi les motifs pouvant justifier ce qui s'appelle une votation obligatoire extraordinaire figure notamment l'urgence¹.

Au milieu du mois de septembre 2016, après réception de la version définitive du projet général pour les Jeux olympiques d'hiver 2026 aux Grisons («Grobkonzept Olympische Winterspiele Graubünden & Partner 2026») de la part de l'organisation faîtière de l'économie des Grisons (Dachorganisation Wirtschaft Graubünden), le gouvernement des Grisons a décidé de soumettre au Grand Conseil un crédit d'engagement brut de 25 millions de francs pour le dépôt d'une candidature grisonne et la participation à un processus de candidature international (avec le canton de Zurich et d'autres partenaires)². Une fois approuvée par le Grand Conseil, la candidature a été soumise au peuple par le gouvernement. Le canton ne voulait présenter sa candidature qu'avec l'appui du peuple. L'approbation du peuple assurait selon lui la légitimation politique nécessaire, et les fonds nécessaires seraient disponibles pour faire avancer le processus de manière prometteuse³. En automne 2018, une deuxième votation populaire sur le projet détaillé aurait dû avoir lieu, projet pour lequel on se basait sur des coûts allant jusqu'à 340 millions de francs.

¹ Walter Kälin/Urs Bolz, Manuel de droit constitutionnel bernois, Berne 1995, p. 408, numéro 8a

² https://www.gr.ch/DE/institutionen/parlament/botschaften/Botschaften_20162017/Bot_09_2017_web.pdf

³ <https://www.gr.ch/DE/Medien/Mitteilungen/MMStaka/2016/Seiten/2016091301.aspx>

Le Conseil-exécutif bernois a soutenu mi-décembre 2016 la candidature «2026. Les Jeux Swiss Made» à hauteur d'un million de francs prélevés sur le Fonds de loterie, exploitant au maximum sa compétence en matière d'autorisation de dépenses. Le projet prévoit la tenue des compétitions dans les cantons du Valais, de Berne, de Fribourg, de Vaud et des Grisons. Le centre des Jeux serait le Valais et la ville hôte, Sion. Un deuxième village olympique serait prévu à Thoune, et les épreuves de saut à ski se tiendraient à Kandersteg⁴. Le 7 mars 2017, le Conseil exécutif de Swiss Olympic a approuvé la candidature de «Sion 2026», qui inclut encore une fois le canton de Berne, avec des compétitions de hockey sur glace programmées dans les villes de Berne et de Bienne. La candidature seule devrait coûter 24 millions de francs au total⁵; le conseil municipal de Berne se base quant à lui sur un montant de 65 à 75 millions de francs⁶. Le 11 avril 2017, le Parlement du sport de Swiss Olympic confirmera le choix de la candidature de «Sion 2026»⁷.

Le Tour de France a laissé derrière lui de mauvais souvenirs en ce qui concerne la manière de faire du gouvernement bernois et du conseil municipal de la Ville de Berne. Les parlements du canton et de la ville n'ont pu se prononcer sur les crédits requis qu'après avoir obtenu les garanties nécessaires de la part de la ville et du canton, à un moment où un retrait se serait forcément accompagné d'une perte de prestige. Après la manifestation, des crédits supplémentaires ont bien entendu été octroyés⁸.

Dans le canton de Berne, à Thoune et à Berne, on souhaite manifestement agir encore une fois de la même manière et mettre en route la candidature derrière des portes closes, jusqu'au moment où le projet arrivera à un tel point de maturité qu'un retrait ne sera plus possible qu'en théorie, comme évoqué plus haut. Des coûts élevés sont à prévoir pour la collectivité et la construction d'un tremplin de saut à ski à Kandersteg serait notamment une atteinte à l'environnement. Malgré tout, le Conseil-exécutif ne se sent pas tenu à faire preuve de transparence et à garantir les droits populaires en impliquant assez tôt le corps électoral. Le gouvernement du canton des Grisons nous a fourni la preuve qu'il peut en être autrement.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif bernois doit soumettre au Grand Conseil le projet de participation aux Jeux olympiques d'hiver 2026 dans les plus brefs délais, avec indication des coûts probables et des atteintes à la nature et à l'environnement, afin qu'il puisse se prononcer. Si le Grand Conseil l'approuve, il peut soumettre cette décision au peuple.

Motivation de l'urgence: La procédure progresse. Le 11 avril 2017, le Parlement du sport de Swiss Olympic ratifiera la candidature de Sion 2026 et présentera la candidature au Comité International Olympique (CIO).

Réponse du Conseil-exécutif

Swiss Olympic a lancé en mars 2016 le processus de candidature aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2026. Dans ce cadre, divers groupes ont développé des idées de candidature. Alors que les travaux avaient déjà avancé dans le canton des Grisons, le Conseil-exécutif bernois a jugé qu'il n'était pas réaliste de faire cavalier seul et la Ville de Berne a refusé d'être la ville hôte. Le canton de Berne dispose cependant de diverses installations qui pourraient très bien se prêter au déroulement de certaines compétitions.

Le projet «Sion 2026. Les Jeux au cœur de la Suisse» (Sion 2026) découle de plusieurs idées proposées préalablement. Le Conseil-exécutif a décidé en décembre 2016 de soutenir cette candidature qui prévoit d'organiser des compétitions sur plusieurs sites du canton de Berne. Il appuie cette dernière car la portée et la signification d'une candidature aux Jeux dépassent de loin les effets du marketing touristique habituel. Les Jeux pourraient servir de plateforme pour présenter au monde entier le canton de Berne comme une destination touristique attractive, un lieu de rendez-vous pour les sports d'hiver, un centre économique et un lieu de vie. Le Conseil-exécutif a donc accepté de débloquer une contribution d'un million de francs prélevée sur le Fonds de loterie pour l'élaboration de la candidature à condition que Sion 2026 soit la candidature officielle.⁹ Le

⁴ http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2016/12/20161214_0935_regierungsrat_unterstuetztgemeinsamekandidatur

⁵ <http://www.blick.ch/news/schweiz/westschweiz/exekutivrat-stimmt-dafuer-swiss-olympic-will-olympia-in-sion-2026-id6332733.html>

⁶ https://iris.bern.ch/Geschaef.aspx?OBJ_GUID=e167e75b242d4548ab70e8f0f23b05ae

⁷ http://www.swissolympicteam.ch/dam/jcr:62ec2d35-a331-4cd7-aaa5-6e4cf6b3d34b/NEU_Zeitplan_2026_170216_FR.pdf

⁸ <http://www.srf.ch/news/regional/bern-freiburg-wallis/grosses-staunen-ueber-die-kosten-der-tour-de-france-in-bern>

⁹ ACE 1387/2016 du 14 décembre 2016; la candidature avait à l'époque été présentée sous le nom «2026. Les Jeux Swiss Made / Switzerland 2026. The Games».

versement de cette contribution est assorti d'autres conditions: le financement global de cette phase, qui représente un montant de 24 millions de francs,¹⁰ doit ainsi être assuré (Confédération, Swiss Olympic, cantons du Valais, de Vaud et de Fribourg, communes sites et particuliers); la Confédération doit elle aussi apporter son soutien à la candidature et Swiss Olympic doit retenir la candidature Sion 2026 et décider de soumettre une candidature internationale.

La candidature Sion 2026 est portée par une association régie par les dispositions du Code civil suisse. Le canton de Berne ne fait pas partie de cette association et n'est pas représenté au sein de ses organes de direction.

Sion 2026 prévoit en principe les sites suivants:¹¹

Sion	Ville hôte, Big Air
Crans-Montana, Veysonnaz	Ski / snowboard alpin, snowcross, bosses / saut acrobatique, slalom parallèle
Leysin	Half-pipe / slopestyle
Goms	Ski de fond, biathlon
Kandersteg	Saut à ski, combiné nordique
Lausanne	Patinage artistique, short track
Aigle	Patinage de vitesse
Berne, Bienne, Fribourg	Hockey sur glace
Viège	Curling
Saint-Moritz	Bobsleigh, luge, skeleton
Collombey, Thoune	Villages olympiques
Martigny	Centre de presse

En février 2017, les électeurs et électrices du canton des Grisons ont rejeté le crédit de 25 millions de francs prévu pour la préparation de la candidature.

Le 7 mars 2017, le Conseil exécutif de Swiss Olympic a validé la candidature Sion 2026. Le Parlement du sport de Swiss Olympic a confirmé cette décision le 11 avril 2017 et accordé un montant de huit millions de francs pour la préparation de la candidature.

Les prochaines étapes planifiées par Swiss Olympic sont les suivantes:

Juillet 2017	Consolidation du programme technique dans le cadre de la candidature avec preuve de la faisabilité financière et stratégie de durabilité, remise d'une demande de soutien au Conseil fédéral
Septembre 2017	Décision de principe du Conseil fédéral pour / contre l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2026 en Suisse, mandat d'élaboration du message à l'intention du Parlement
A partir de l'automne 2017	Préparation de la campagne nationale et internationale
Février 2018	Annonce de la candidature suisse au CIO par Swiss Olympic (déclaration d'intention)
Mai 2018	Adoption du message du Conseil fédéral sur la candidature 2026 à l'intention du Parlement fédéral
Novembre 2018	Décision du Parlement fédéral
Jusqu'à décembre 2018	Obtention de toutes les décisions nécessaires aux niveaux fédéral, cantonal et communal (après échéance des délais référendaires)
Dès janvier 2019	Dépôt de la candidature au CIO
Été / automne 2019	Décision d'adjudication du CIO

Au cours des prochains mois, le choix des sites prévus devra donc être confirmé et la faisabilité, les coûts et le financement devront être détaillés. Sion 2026 souhaite préparer et réaliser les Jeux en conformité avec l'Agenda 2020 du Comité international olympique selon des principes de durabilité.

¹⁰ Le montant compris entre 65 et 75 millions de francs mentionné dans la motion se réfère aux coûts incombant à la ville hôte pour l'élaboration d'une candidature internationale. Pour le projet Sion 2026, ces coûts devraient s'élever à 24 millions de francs.

¹¹ Etat en mars 2017; des modifications pourront être apportées en fonction des résultats des travaux de planification. Plus d'informations sous <http://sion2026.ch/> et <http://www.swissolympicteam.ch/>

Cela signifie notamment que le Conseil-exécutif financera uniquement les installations dont la construction est jugée réalisable et dont l'exploitation et l'entretien à long terme sont assurés. Il convient donc de prouver que ces installations feront également l'objet d'une utilisation judicieuse sur le plan économique et social après les Jeux. Les dispositions légales en matière de planification et d'environnement doivent bien évidemment être respectées. La contribution du canton doit en outre être adaptée aux ressources financières dont il dispose.

La candidature des Grisons et celle de Sion 2026 font l'objet d'une procédure identique. La préparation de la candidature doit dans un premier temps être validée. Ensuite, les coûts de la réalisation doivent à leur tour être approuvés. La situation du canton de Berne diffère toutefois de celle des Grisons: le canton de Berne n'entend pas présenter sa propre candidature et la ville hôte ne devrait pas se trouver sur son territoire. Il n'assume donc pas la responsabilité financière de la préparation de la candidature et n'a pas dû autoriser la totalité des coûts de cette préparation selon le principe du produit brut. Le Conseil-exécutif était donc seul compétent pour statuer sur la contribution d'un million de francs.

Les coûts de la réalisation devront eux aussi être approuvés par l'organe compétent en matière financière. Tout comme dans le canton des Grisons, il convient, dans le cadre de la préparation de la candidature, de poursuivre la planification des infrastructures requises sur les sites afin que les demandes relatives aux arrêtés financiers nécessaires et aux autres dépenses requises pour le déroulement des Jeux puissent être soumises aux organes compétents.

Le motionnaire demande que la participation du canton de Berne soit dans tous les cas soumise au Grand Conseil ainsi qu'au peuple et que les répercussions du projet sur la nature et l'environnement soient précisées. Tant que les coûts incombant au canton de Berne ne sont pas déterminés, il n'est pas possible de demander un arrêté de dépenses et la question de la compétence en matière d'autorisation de dépenses reste ouverte. Selon les consignes de Swiss Olympic, les coûts de la réalisation devront être approuvés définitivement d'ici la fin 2018 après la réalisation d'éventuelles votations populaires. Le canton de Berne est lui aussi tenu de respecter le calendrier fixé. Selon le degré de précision souhaité, des informations relatives aux répercussions sur la nature et l'environnement peuvent être fournies mais les clarifications définitives ne seront effectuées que lors des procédures d'autorisation qui auront lieu ultérieurement. Ces procédures ne seront lancées qu'en cas de victoire de la candidature de Sion 2026 pour l'organisation des Jeux.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la présente motion sous forme de postulat. Il est toutefois lui aussi d'avis qu'une candidature ne pourra être soumise que si les votations populaires requises ont été effectuées.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Ich hoffe, die Pause hat Ihnen auch gut getan. Nun fahren wir weiter mit der Volkswirtschaftsdirektion. Ich begrüsse Regierungsrat Christoph Amman ganz herzlich. Wir kommen zu Traktandum 55, zur Motion von Grossrätin Machado. Die Regierung ist bereit, diese als Postulat anzunehmen. Wir haben eine freie Debatte. Die Motionärin hat das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Motion will, dass der Regierungsrat schnellstmöglich die vorgesehene Beteiligung des Kantons Bern an den olympischen Winterspielen 2026 darlegt, sodass der Grosse Rat über die Durchführung beschliessen kann. Die Motion will vermeiden, dass der Beschluss erst erfolgt, wenn die Projekte weit fortgeschritten sind und man dann nur noch als Spielverderber aussteigen könnte. Der Regierungsrat legt in seiner Antwort dar, dass er den Kanton Bern mit den Austragungsorten Bern und Biel für Eishockey und Kandersteg für Ski-springen an Sion 2026 beteiligen will. Wie der Regierungsrat darstellt, gibt es im Kanton Bern keine Host-City und das IOC hat sich den Grundsätzen der Nachhaltigkeit verpflichtet. Wir sind gespannt auf deren Umsetzung. Der Regierungsrat hat die weiteren Schritte aufgezeigt. Als nächstes wird sich der Bundesrat für oder gegen die olympischen Winterspiele in der Schweiz entscheiden. Im November 2018 wird das eidgenössische Parlament darüber befinden, leider erst nach der nationalen und internationalen Kampagne. Bis im Dezember 2018 sollen alle notwendigen Entscheide vorliegen, also auch diejenigen des Kantons Bern. Aus der Antwort des Regierungsrats zur Frage, weshalb man nicht bald die vorgesehene Beteiligung des Kantons zum Beschluss vorlegen könne, wurde ich nicht schlau. Nicht Host-City zu sein, ist ebenso wenig ein Grund wie die gegenwärtige

Unklarheit der Kosten. Diese muss man halt berechnen. Man spricht von Kosten in dreistelliger Millionenhöhe.

Der Regierungsrat soll vorwärts machen und uns baldmöglichst die von ihm geplante Beteiligung des Kantons Bern an den olympischen Winterspielen, deren finanzielle Konsequenzen und Angaben über die Auswirkungen auf Natur und Umwelt zum Beschluss vorlegen. Nun bin ich gespannt auf die Ausführungen der Fraktionen und des Regierungsrats. Allenfalls werden wir danach die Motion in ein Postulat wandeln.

La présidente. Wir sind bei den Fraktionsvoten. Darf ich Sie bitten, den Lärmpegel etwas zu senken, damit man die Rednerinnen und Redner hört? Gibt es Mitmotionäre, die sprechen möchten? – Grossrat Rudin hat als Mitmotionär das Wort, er spricht gleichzeitig für die glp Fraktion.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Draussen haben wir schon die Demonstrationen gesehen. Bald müssen wir wieder über das Sparen sprechen, und dann fragen wir uns, was sich der Kanton Bern leisten kann und was nicht. Das ist für die glp-Fraktion auch der Grund, weshalb sie diesen Vorstoss unterstützt und weshalb ich selber unterschrieben habe. Als ehemaliger Spitzensporttrainer habe ich nichts gegen Sport, und es ist einfach eine Realität, dass Sport die Unterstützung der öffentlichen Hand braucht. Doch wir müssen schauen, was wir uns leisten wollen und was nicht. Deshalb haben wir auch den Eindruck, dieses Projekt muss vor das Volk, bevor wir dafür viel Geld in die Hand nehmen. Das ist die einzig richtige Möglichkeit. Deshalb unterstütze ich diesen Vorstoss und habe ihn auch mit eingereicht. Und deshalb will ihn auch die grünliberale Fraktion unterstützen, eine grosse Mehrheit auch als Motion. Beim Postulat sind wir einstimmig.

La présidente. Wir kommen zu den reinen Fraktionsvoten.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Nach dem Votum der Motionärin bin ich etwas irritiert. Sie sagte, der Vorstoss verlange, dass der Regierungsrat die Frage der Olympiakandidatur des Kantons Bern schnellstmöglich dem Grossen Rat vorlegen müsse. Das «schnellstmöglich» kann ich den Forderungen der Motion nicht entnehmen. Vielmehr sehe ich zwei andere Forderungen. Die erste will, dass der Regierungsrat die Kandidatur dem Grossen Rat zum Beschluss vorlegt. Das wird er zwangsläufig machen müssen, nämlich dann, wenn der Grosse Rat einen Beitrag an die Kandidatur beschliessen muss, für den er zuständig ist. Die zweite Forderung des Vorstosses will diesen Beschluss mit dem Antrag auf Durchführung einer Volksabstimmung verbinden. Das ist ein Novum. Die BDP hat über diese beiden Fragen diskutiert und nicht über die Frage, ob man «schnellstmöglich» vor den Grossen Rat kommen muss.

Unsere Diskussion war sehr kontrovers. Bezüglich dem Vorstoss als Motion gab es verschiedene Lager. Das eine sagt, das ist für den Kanton Bern und auch für seine Publizität ein derart wichtiges Geschäft, dass es durchaus Sinn macht, ausnahmsweise schon vorgängig zu entscheiden, einen solchen Finanzbeschluss des Grossen Rats dem Referendum einer Volksabstimmung zu unterstellen. So könnte man nämlich Zeit sparen und die Referendumsfrage im Grossen Rat bereits mit dem Kreditbeschluss diskutieren.

Das andere Lager hat den Vorstoss etwas globaler gesehen und gesagt, wir wissen ja noch nicht einmal, worum es genau geht und ob überhaupt eine Kandidatur eingereicht wird. Wir wissen auch noch nicht, was das kosten wird. Wir wissen auch nicht, welche Eckwerte ein solcher Beschluss beinhaltet. Es sei etwas zu viel, nun hier bereits vorsorglich einen Vorstoss mit diesen Forderungen zu überweisen. Die Fraktion ist somit bezüglich der Motion gespalten, ein Postulat würde sie jedoch überweisen. Allerdings verstehen wir diesen Vorstoss so, wie er geschrieben ist und nicht so, wie er soeben begründet wurde.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Ich spreche nicht nur als Mitmotionärin, sondern auch für die Fraktion der Grünen. Man kann von der Olympiade halten, was man will. Bei diesem Vorstoss geht es grundsätzlich um ein demokratiepolitisches Anliegen, und das ist uns ganz wichtig. Aus Sicht der grünen Fraktion ist es deshalb unbedingt notwendig, den Volkswillen zur Olympi Frage vor dem Einreichen einer allfälligen Kandidatur einzuholen. Das Volk soll sagen, ob es dereinst öffentliche Gelder für einen solchen Megaanlass ausgeben will. Wie mein Vorredner schon gesagt hat, können wir nämlich heute noch nicht sagen, ob es bei dieser Million Franken bleibt, die man bereits zulasten des Lotteriefonds gesprochen hat. Völlig unklar ist auch, wer die notwendigen Anpassungen an die Infrastruktur bezahlt. Dabei denke ich an die Skisprungschanze in Kandersteg, die

20 Mio. Franken kosten soll. Ebenso ist offen, wer die wahrscheinlich immensen Kosten für die Sicherheit übernehmen soll. Die Regierung hat eine Finanzkompetenz, der Grosse Rat ebenso, und wir haben auch schon erlebt, dass das gesprochene Geld dann manchmal nicht ausreicht und massive Nachkredite notwendig werden. Ein Beispiel aus der jüngsten Vergangenheit ist die Tour de France. Wir wollen hier im Grossen Rat keine Nachkredite sprechen, wenn der Gesamtbetrag dann vielleicht gar nicht mehr in unserer Kompetenz liegen wird.

Die Finanzierung ist das eine. Die fehlende Nachhaltigkeit und die negativen Auswirkungen auf die Umwelt das andere. Der Regierungsrat sagt zwar, er setzte sich für nachhaltige Spiele ein. Das wäre tatsächlich spannend, doch wenn man dann die Antwort zur Interpellation der Grünen zur Olympiade liest, dann weiss man, dass er de facto gar nichts zu sagen hat, weil er ja für die Planung und Durchführung gar nicht verantwortlich ist. Und seien wir ehrlich: dem IOC das Spiel diktieren zu können, dürfte wohl ein Traum sein. Wir Grünen vermuten auch, dass genau das am Schluss das Hauptproblem sein wird. Die Austragungsorte haben wenig bis gar nichts zu sagen, aber beim Bezahlen dürfen wir gerne helfen. Deshalb verwundert es nicht, dass die Stadt Bern kein Interesse gezeigt hat, Olympiadorf zu werden, und wenn man ausserhalb der Schweiz schaut, verwundert es ebenso wenig, dass Stockholm kürzlich verlauten liess, die olympischen Spiele nicht zu wollen. Deshalb fragen wir doch besser die Berner Bevölkerung noch bevor alle anderen involvierten Kantone ihre Bevölkerung fragen. Das wäre uns auch wichtig, und es würde sicher auch die Chancen einer Kandidatur fördern. Auch das Vertrauen der Bevölkerung in die Politik würde gestärkt, wenn man so rasch wie möglich transparent informiert und die notwendigen Vorlagen vor das Volk bringt. Wir Grünen werden deshalb klar ja sagen, zu einer Motion grossmehrheitlich und zu einem Postulat auch ganz deutlich.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). La motion dont nous débattons demande que les coûts de la participation bernoise à la préparation de la candidature «2026. Les Jeux Swiss Made» soient soumis au Grand Conseil, ce dernier étant invité à soumettre cet objet à une votation populaire. Selon la Constitution cantonale bernoise et la législation pertinente, il ne serait pas forcément nécessaire de soumettre la part bernoise du financement de la préparation de la candidature valaisanne aux Jeux d'hiver de 2026 au vote du peuple. Comme vous le savez, la candidature suisse pour les Jeux olympiques d'hiver de 2026 n'est pas celle de notre canton. Si la candidature suisse pour ces Jeux était acceptée par le CIO, c'est le canton du Valais qui en première ligne et prioritairement serait chargé de l'organisation, de l'exécution et de la responsabilité de cette manifestation planétaire. Dans le concept global de cette candidature, notre canton abriterait la majorité des matchs du tournoi olympique de hockey sur glace à Berne et à Bienne, ainsi que les épreuves de saut à ski et du combiné nordique à Kandersteg. De surcroît, Thoune aurait le privilège d'être le deuxième village olympique, après Collombey, Sion étant la ville hôte. Les auteurs de la motion semblent ne pas insister suffisamment sur le fait que les communes de Berne, de Bienne, de Thoune et de Kandersteg sont presque davantage concernées par la candidature suisse à ces Jeux olympiques et par leur organisation éventuelle, que notre canton en tant que tel. À cet égard, la comparaison qu'ils établissent avec la procédure d'approbation politique de la candidature grisonne à ces mêmes Jeux nous paraît tout à fait inopportune. À juste titre, le Conseil-exécutif le relève d'ailleurs dans sa réponse.

Les auteurs de la motion sont certes des collègues de qualité, ils nous permettront toutefois de penser que leur intention première est de faire échouer la candidature suisse aux Jeux olympiques d'hiver de 2026 ou, à tout le moins, d'empêcher la participation de notre canton et de certaines de nos communes à cette manifestation. Ce dessein nous semble aussi clair que l'eau de l'Aar à sa source. Cette volonté politique d'obstruction apparaît nettement dans ce passage de la motion: «des coûts élevés sont à prévoir pour la collectivité et la construction d'un tremplin de saut à ski à Kandersteg serait notamment une atteinte à l'environnement». Ce n'est pas faire injure aux auteurs de la motion que de pressentir que la majorité d'entre eux recommanderait à la population de voter non si la participation bernoise à la candidature suisse aux Jeux d'hiver 2026 était soumise au vote du peuple. Les auteurs de la motion se réfèrent à la votation populaire qui a eu lieu aux Grisons, avant tout parce que le peuple de ce canton a refusé la candidature Grisons-Zurich le 12 février dernier. On en déduira que les auteurs de la motion invoquent les droits populaires, surtout pour avoir la possibilité d'empêcher la participation bernoise à ces Jeux. Dans sa majorité, le groupe UDC partage l'avis du Conseil-exécutif selon lequel la portée et la signification d'une candidature aux Jeux dépasse de loin les effets du marketing touristique habituel. Ces Jeux pouvant servir de plateforme pour présenter au monde entier le canton de Berne comme une destination touristique

attractive, un lieu de rendez-vous pour les sports d'hiver, un centre économique et un lieu de vie. Cela a d'ailleurs été le cas pour l'arrivée d'une étape du tour de France à Berne en juillet 2016, lorsque plus d'un milliard de téléspectateurs ont vu défiler les magnifiques images de la ville de Berne pendant plus de 30 minutes. L'UDC étant très attachée au droit populaire, notre groupe, dans sa majorité, accepterait que l'idée des motionnaires de soumettre la participation bernoise à la candidature valaisanne aux Jeux d'hiver de 2026 soit retenue sous la forme d'un postulat.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt dieses Anliegen im Allgemeinen. Olympische Winterspiele im Herzen der Schweiz sind auch für den Kanton Bern aus verschiedenen Gründen sehr interessant. Diese Spiele sollen an verschiedenen Standorten des Kantons durchgeführt werden. Volkswirtschaftlich ist es sicher gut, wenn Tourismus und Wirtschaft im Kanton angekurbelt werden und auch die Wintersport-Branche Werbung erhält. Das ergibt eine sehr gute Präsentationsplattform für den Kanton Bern, und deshalb stehen wir dem grundsätzlich positiv gegenüber. Es ist auch eine Chance, etwas Positives bezüglich nachhaltiger Infrastrukturen mit langfristigen Nutzungsmöglichkeiten zu bewirken. Kurze Reisewege und einen hohen Standard beim Umgang mit der Umwelt müssen Ziele sein. Auch bezüglich der Dimensionen dürfen diese Spiele nicht ausufern. Im Kanton Bern wollen wir massvolle Spiele durchführen können.

Wir sind ganz klar für Transparenz und dass man das Projekt der Stimmbevölkerung und auch uns bald vorlegt und möglichst früh auch die Volksvertreterinnen und -vertreter einbezieht. Dabei stellt sich allerdings die Frage, wann man uns und die Stimmbevölkerung baldmöglichst einbeziehen kann. Das ist gegenwärtig noch offen. Solange die Kosten noch nicht ganz klar sind, weiss man auch nicht, wer die Finanzkompetenz hat. Bis das klar ist, müssen wir zuwarten. Deshalb überweisen wir diesen Vorstoss nicht als Motion, sondern stimmen nur einem Postulat zu.

Ein besonderes Augenmerk werden auch wir auf die Auswirkungen auf die Umwelt richten und im mehrstufigen Verfahren sehr genau hinschauen, sodass dies sorgfältig geprüft wird. Erst danach werden wir entscheiden, ob wir dahinterstehen und zustimmen können. Gegenwärtig ist es noch schwierig, definitiv zu sagen, ob wir dahinterstehen und es absolut unterstützen können. Aber grundsätzlich sind wir dafür, dass das Volk dazu etwas sagen kann. Deshalb überweist die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Postulat.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion wird diesem Vorstoss als Postulat zustimmen. Bei der Motion sind unsere Meinungen geteilt. Aufgrund der Erfahrung mit der Tour de France, finden wir es stossend, dass der Regierungsrat über eine Teilnahme des Kantons Bern bei der Olympiade entscheiden kann und wir als Grosser Rat und je nach Kredithöhe dann auch als Volk erst beim Kredit zum Handkuss kommen. Der Entscheid für oder gegen die Olympiade ist für uns nicht nur finanzieller Natur. Diesen Aspekt hat er sicher auch, und wir fragen uns natürlich, ob diese Ausgabe nun wirklich notwendig ist, wenn wir die finanzielle Situation unseres Kantons betrachten. Doch für uns ist der Entscheid für oder gegen die Olympiade viel grundsätzlicher. Es geht beispielsweise auch um die Umwelt; zum Beispiel darum, ob wir Land mit irgendwelchen zusätzlichen Gebäuden überbauen sollen, die nach der Olympiade nicht mehr gebraucht werden. Es geht auch um die Wirkung der Olympiade, beispielsweise auf den Tourismus und auf das Image der Schweiz. Ob man der Olympiade eine grosse Wirkung zutraut oder nicht, wird kontrovers diskutiert. Wir finden es legitim, dass nicht alle Grossrätinnen und Grossräte in diesem Punkt übereinstimmen und dass man auch darüber diskutieren darf und nicht nur über das Geld.

Nun doch noch ein kurzes Wort zum Geld: Wir können uns bereits die Argumentation des Regierungsrats vorstellen, wenn dann der Kredit für die Olympiade kommt. Es wird heissen, dass die Planung schon weit fortgeschritten sei, dass man jetzt nicht mehr nein sagen könne und man die internationalen Akteure sowie die anderen beteiligten Kantone nicht enttäuschen, respektive im Stich lassen dürfe. Wenn wir auf diese Art unter Druck gesetzt werden, einen Kredit einfach mehr oder weniger abzunicken, statt rechtzeitig einen Grundsatzentscheid zu fällen, ist es auch unbefriedigend. Deshalb stimmt die EVP-Fraktion diesem Postulat zu, wenn es gewandelt wird.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). An meinem ersten Sessionstag als frischgebackener Grossrat durfte ich diese Motion mitunterschreiben, und ich danke Grossrätin Machado, dass sie auf mich zugekommen ist. Ich brauchte nur eine Minute, um mir dazu Gedanken zu machen, denn für mich und für die EDU-Fraktion ist das eine klare Sache. Wenn es um eine grössere Ausgabe geht, wie hier abzusehen ist, dann soll das Volk wirklich frühzeitig in diesen Entscheid eingebunden werden.

Nun hatten wir gestern eine sehr interessante Mittagsveranstaltung, wo Swiss Olympic das Konzept vorgestellt und Fragen gut beantwortet hat. Dabei hat sich auch einiges zum Hauptanliegen der EDU-Fraktion bei dieser Motion beantwortet. Wir wollen nicht, dass grosse Beträge gesprochen werden und man dann irgendwann sagt: Liebes Volk, nun müssen Sie zustimmen, weil wir bereits so viel ausgegeben haben. Wie das Projekt nun aber aufgelegt zu sein scheint, ist das nicht der Fall. Der Kanton Bern hat bisher 1 Mio. Franken gesprochen. Das lag in der Kompetenz des Regierungsrats; das ist okay! Bis zur definitiven Entscheidung sollen keine weiteren Beträge gesprochen werden, und dieser kommt dann auch vor den Grossen Rat und dann vor das Volk. So habe ich das gestern verstanden. Wenn dem so ist, rennen wir mit dieser Motion offene Türen ein. Doch hier soll trotzdem offiziell festgehalten werden, dass dies wirklich ein Anliegen ist. In diesem Sinne unterstützen wir die Motion und natürlich auch das Postulat.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP-Fraktion hielte es nicht für gut, wenn wir dieses Projekt heute schon killen würden. Die von der Regierung gesprochene Million ist für uns richtig, damit das Dossier erstellt werden kann. Wenn das Dossier erstellt ist, sieht man sicher weiter und kann sagen, in welche Anlagen der Kanton Bern noch zusätzlich investieren müsste. Gegenwärtig ist es eine PR-Aktion, und diese müsste man wirklich laufen lassen. Die Regierung sagt mit ihrer Annahme des Postulats selber, dass sie das Volk anhören will. Und das Volk kann dann immer noch nein sagen. Wenn wir das objektiv anschauen, dann würde wohl auch eine Olympiade, bei welcher der Kanton Bern mitmachen könnte, in der Schweiz keine Chance haben, wenn es im Graubünden nicht ging. Die FDP-Fraktion unterstützt das Postulat.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Es ist schon sehr interessant, was hier alles erzählt wurde. Grossrätin de Meuron und Grossrätin Machado haben gesagt: Das Volk muss mitentscheiden. Super! Aber wo sind dann die Taten, nach diesen schönen Worten? Was geschah bei der Tramabstimmung? Dort wollte man auch, dass das Volk darüber abstimmen kann. Und es sagte: Nein, das braucht es nicht. Was war mit der Reitschul-Initiative? Dort wurde das Volksrecht ergriffen, sie kam gültig zustande, und Sie hatten die Frechheit, sie für ungültig zu erklären. Und hier kommen Sie nun heuchlerisch und jammern von Volksrecht und dass man schauen müsse, dass das Volk darüber abstimme. Nein! So geht es nicht!

Wenn es früher Leute wie Sie gegeben hätte, dann gäbe es heute noch keine Gurtenbahn, keine Niesenbahn, kein Schilthorn-Restaurant und wahrscheinlich auch keine Skilifte und logischerweise auch keine olympischen Spiele. Wir sind aber der Meinung, dass olympische Spiele durchaus eine Chance sind. Man kann nachher mitsprechen, und ich habe lieber olympische Spiele, bei denen ich selber mitentscheiden kann, als dass das Ausland nachher Freude hat, wenn wir von vornherein einfach nicht mitmachen, alles verhindern und dann sagen: Wir sind grün, und wir sind für das Volk.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Von einigen Referentinnen und Referenten wurde hier auch das Sparen angesprochen. Wir seien da dran und müssten schauen, ob wir uns das leisten können. Damit bin ich grundsätzlich einverstanden. Aber vergessen Sie nicht, ein solcher Anlass kreiert auch Chancen, und davon habe ich leider etwas zu wenig gehört. Wir können nicht vor lauter Sparen keine Chancen mehr kreieren! Wenn wir hier zur Überzeugung gelangen, dass die Chancen grösser sind als die Ausgaben, dann müssten wir das in jedem Fall tun. Wenn gesagt wurde, es sei ein demokratiepolitisches Anliegen, dass man nun hier darüber abstimmen könne, dann kann man das im Grundsatz gut teilen, und ich tue das auch. Aber wenn man sagt, man wolle frühzeitig abstimmen, gibt es ein Problem. Haben die Stimmberechtigten kein Anrecht auf ausreichende Informationen? Haben sie kein Recht darauf, dass wir ihnen die tatsächlichen Auswirkungen darlegen können? Ich meine, gerade wegen dieser demokratiepolitischen Anliegen dürfen wir dem Stimmvolk eine Vorlage erst unterbreiten, wenn wir die Auswirkungen solcher olympischen Spiele klar aufzeigen können.

Noch etwas zu den Unterstellungen, dass der Regierungsrat bereits Verträge abschliesse und so weiter: Ich bin hier, weil Thun ja als olympisches Dorf im Gespräch ist und ich ein wenig dabei war. Im Moment sieht es für mich überhaupt nicht danach aus, dass der Regierungsrat den Kanton Bern über das hinaus verpflichten würde, was er bereits eingegangen ist und das wir alle kennen. Aus meiner Optik ist dies aus heutiger Sicht eher eine Unterstellung, die nach meinen Erfahrungen nicht zutrifft.

Noch ein Wort zur Nachhaltigkeit: Aufgrund der Infrastruktur in unserem Land wären wir meines Erachtens für das Ausrichten von nachhaltigen Spielen prädestiniert. Wenn wir das nicht können, wer soll es dann tun? Wer soll das Beispiel sein, dass man das wirklich kann? Wir haben in allen Nachhaltigkeitsdimensionen gute Voraussetzungen, um wirklich nachhaltige Spiele zu machen. Und wenn gesagt wird, das IOC entscheide dann ohnehin selber und würde uns diktieren: Dem ist nicht so! Die Kandidatur ist, wie sie ist, und man adressiert die Probleme der Nachhaltigkeit. Danach sagt dann das Auswahlgremium: Das wollen wir und das nicht. Dort wollen wir keine Kompromisse eingehen und hier schon. Meines Erachtens wäre unser Land für eine Vorreiterrolle prädestiniert, und deshalb sollte man auch diese Volksentscheide nicht übers Knie brechen. Ich bin auch dafür, dass das Volk entscheiden kann, aber zur rechten Zeit und wenn genügend Informationen vorliegen. Deshalb ist wahrscheinlich die Überweisung als Postulat richtig.

Christoph Ammann, directeur de l'économie publique. Ich danke Ihnen für diese Debatte. Von der SP-JUSO-PSA- und der FDP-Fraktion sowie von Einzelsprecher Lanz habe ich viele sachliche Argumente gehört, die es mir ermöglichen, meine Antwort abzukürzen. Ich habe verschiedene Ängste, Befürchtungen und Sorgen gespürt. Wer die Regierungsantwort gelesen und den erwähnten Sprechern genau zugehört hat, müsste eigentlich keine Angst mehr haben, denn darin sind alle Informationen und Erklärungen dazu vorhanden.

Drei konkrete Befürchtungen möchte ich nun entkräften. Erstens gebe die Regierung einfach so Geld aus, ohne dass jemand mitsprechen könne. Das ist überhaupt nicht der Fall! Die Regierung hat in abschliessender Zuständigkeit 1 Mio. Franken bewilligt, und diese ist für die internationale Bewerbungsphase vorgesehen. Bis heute hat der Kanton Bern noch keinen einzigen Franken für das Ausarbeiten des Dossiers ausgegeben. In dieser Phase nennt man das «technisches Konzept», und dafür ist das Organisationskomitee zuständig. Es ist als Verein organisiert und daher auch selber für die Beschaffung der Mittel zuständig. Diese Angst kann ich Ihnen somit nehmen. Es ist kein Kreditbeschluss der Regierung gefallen, bei dem nicht klar und zeitgerecht informiert worden wäre, wofür er ist und wann er ausgelöst wird.

Die zweite Befürchtung ist, dass die Regierung etwas vor sich hin wurstle, und dazu wird eine unangemessene Analogie mit der Tour de France und mit Graubünden herangezogen. Ich kann Ihnen versichern, dass dieses Dossier gut geführt ist, soweit es in der Zuständigkeit der Regierung liegt, also dort, wo es um politische Fragestellungen geht. Es berücksichtigt auch die wirtschaftlichen Interessen unseres Kantons und fragt, wo die Chancen und die Risiken liegen. Solche Fragen muss sich eine Regierung immer wieder stellen, wenn sie strategisch unterwegs ist. 1 Mio. Franken wurde nicht zuletzt auch deshalb bewilligt, weil man einen Fuss in der Türe haben wollte, als sich die Sion-2020-Organisation innerhalb kurzer Zeit aus verschiedensten Gruppierungen gebildet hat, unmittelbar bevor das Dossier zuhänden des Schweizerischen Olympischen Komitees eingereicht werden musste. Die Regierung sagte damals: Wir sehen eine Chance. Abklärungen, die in die Tiefe gehen, fehlen zwar noch, aber wir halten den Fuss hinein. Wir wollen schauen, was die weiteren Abklärungen bringen und sind unter gewissen Bedingungen bei der internationalen Bewerbung dabei. Weil es eine schweizerische Kandidatur ist, braucht es auch die Beteiligung und das Engagement des Bundes. Das ist eine der Bedingungen. Ein Zeitplan zeigt klar auf, wann welche Entscheidungen zwingend und spätestens gefällt werden müssen, und die Regierung hat zeitgerecht und transparent informiert.

Drittens wird befürchtet, dass die Regierung die zuständigen Organe, also Parlament oder Volk, bei wichtigen Fragen übersteuern möchte. Das ist hanebüchen! Die Regierung hält sich selbstverständlich an die geltende Rechtsordnung und an ihre Kompetenzen. Deshalb sagt sie eben auch ja zum Vorstoss in Form eines Postulats. Sobald die Auslegeordnung, die Abklärungen und die Informationen in einer Tiefe vorliegen, die es seriöserweise braucht, um über etwas befinden zu können, wird die Regierung selbstverständlich rechtzeitig dem zuständigen Organ einen allfälligen Kreditantrag vorlegen. Das wird ganz klar vor Ende 2018 sein, und ebenso klar wird das vor dem Einreichen einer Schweizer Kandidatur stattfinden. Auf diesen Zeitpunkt hin müssen alle notwendigen Kreditbeschlüsse und Zustimmungen von sämtlichen Partnerstädten und Partnerkantonen für das Projekt Sion 2026 vorliegen. Damit habe ich Ihnen hoffentlich diese dritte und wohl grösste Angst nehmen können. Die Regierung sagt ja zum Vorstoss in Form eines Postulats.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich komme auf das Wort «baldmöglichst» zurück, das Grossrat Leuenberger aufgenommen hat. Ich habe das nicht uminterpretiert. Vielmehr haben wir bereits im Vorstoss Folgendes geschrieben: «Aus diesen Gründen soll der Regierungsrat bald-

möglichst die vorgesehene Beteiligung des Kantons Bern an den olympischen Winterspielen» und so weiter. Das wurde also dort bereits erwähnt und war auch so gemeint. Zudem hat sich «baldmöglichst» auch aus dem Zeitplan ergeben, den uns der Regierungsrat dargelegt hat. Ab Herbst 2017 wird die nationale und internationale Kampagne vorbereitet. Ich weiss nicht, wie Sie Kampagnen kennen, aber ich kenne nur solche mit Inhalten. Also werden auch Inhalte vorliegen.

Weshalb wollen wir bald einen Beschluss über die Frage der Beteiligung des Kantons Bern an den olympischen Winterspielen fällen können? Das geschieht auch deshalb, weil wir nicht wollen, dass die Pläne weit fortschreiten und es nachher heisst, nun können wir nicht mehr zurückgehen. Damit knüpfe ich beim Referat von Grossrätin Streit an. Wir sollen jetzt den Entscheid demokratisch fällen und zwar mit einem möglichst bald zu erfolgenden Beschluss des Grossen Rats und allenfalls einer Volksabstimmung. Nach dem Anhören Ihrer Voten und den Zusicherungen von Regierungsrat Ammann bin ich bereit, in ein Postulat zu wandeln.

La présidente. Damit kommen wir zur Abstimmung über ein Postulat. Wer bereit ist, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption de la motion sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 129

Non 2

Abstentions 1

La présidente. Sie haben das Postulat angenommen.